

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 203 | Date 6-12 avril

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 103 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisée ou systématique des personnes ayant des liens présumés avec le groupe peut constituer des crimes contre l'humanité. Solidarité with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions de masse liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

7 mai : La police turque a arrêté 14 mineurs, tous âgés de quinze ans, lors de raids à Istanbul pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

* Le nombre exact a été mis à jour à 16.

7 mai : 26 personnes originaires de 11 provinces, dont d'anciens officiers de police, ont été arrêtées pour leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

8 mai : 15 personnes, dont des officiers militaires en service actif ou révoqués et d'anciens élèves officiers, ont été arrêtées à Ankara pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

8 mai : Un ancien fonctionnaire licencié dans le cadre d'une vaste purge menée à la suite de la tentative de coup d'État de juillet 2016 en Turquie a été arrêté une nouvelle fois pour avoir prétendument enfreint une interdiction de voyager en mars, alors qu'il était en instance d'appel après

avoir purgé une peine de plus de cinq ans d'emprisonnement.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

6 mai : 38 qui auraient résisté aux forces de l'ordre mercredi pour tenter d'organiser une manifestation sur la place Taksim d'Istanbul à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, malgré l'interdiction du gouvernement, ont été arrêtées.

10 mai : Le gouvernorat de Van a annoncé que les manifestations, les réunions en plein air, les réunions à l'intérieur et à l'extérieur, les déclarations à la presse, les sit-in de protestation et les enquêtes, la mise en place/l'ouverture de tentes et de stands, l'organisation de pétitions, la distribution de tracts, de brochures et de prospectus et toutes sortes d'activités de protestation sont interdites pendant 6 jours entre le 10 mai 2024 et le 15 mai 2024.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

6 mai : Huit personnes, dont deux journalistes, ont été arrêtées lors de raids à domicile dans la province majoritairement kurde de Diyarbakır, dans le sud-est de la Turquie.

6 mai : Le journaliste Hakan Gülseven a été arrêté et envoyé en prison après que sa peine d'emprisonnement de 1 an et 8 mois ait été confirmée par la Cour d'appel régionale.

8 mai : Pinar Aydınlar a été condamnée à 1 an, 6 mois et 24 jours de prison pour ses publications sur Facebook, tandis que ses chansons qu'elle a chantées au 21e Festival de la culture et de la nature de Munzur ont été considérées dans le cadre de la liberté d'expression.

9 mai : Un tribunal d'Istanbul a ordonné à quatre journalistes de payer des dommages-intérêts à un général à la retraite en raison de cinq articles qui ont été publiés dans le quotidien Taraf, aujourd'hui disparu.

9 mai : Un lycéen de Diyarbakır a été condamné à plus de sept mois de prison jeudi pour avoir prétendument insulté le président Recep Tayyip Erdoğan.

9 mai : Des reportages et des messages sur les médias sociaux concernant le licenciement de l'ancien député AKP de Bilecik, Fahrettin Poyraz, en tant que directeur général de l'Union centrale des coopératives de crédit agricole, et son salaire présumé provenant de 11 endroits différents, ont été bloqués pour cause de violation des droits de la personne.

10 mai : Un tribunal a condamné cinq journalistes et un distributeur de journaux associés au journal pro-kurde Özgürlükçü Demokrasi, aujourd'hui disparu, à des peines de prison pour « aide à une organisation terroriste sans en être membre ».

MINORITÉ KURDE

7 mai : Des raids simultanés de la police dans la province d'Urfa, au sud-est du pays, ont conduit à au moins 14 arrestations, dont des membres et des cadres du parti pro-kurde Égalité et Démocratie des Peuples (DEM).

CONDITIONS CARCÉRALES

7 mai : La prison de type T de Kütahya continue de subir des coupures d'eau en raison du manque d'approvisionnement en eau du bâtiment de la prison, et les prisonniers doivent satisfaire leurs besoins avec l'eau de la cantine en raison des coupures d'eau. Un député a également annoncé la situation dans la chambre parlementaire.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

6 mai : Les membres d'un groupe de jeunes pro-palestiniens, qui ont été arrêtés après les célébrations de la fête du travail à Istanbul, affirment avoir été maltraités en garde à vue.

8 mai : Une personne nommée T. K. qui attendait à un arrêt de bus dans le district de Çankaya à Ankara, a été détenue avec violence physique par des officiers de police qui vérifiaient sa carte d'identité, et cette violence physique et verbale s'est poursuivie après la détention.

10 mai : Selon l'Association des Droits de l'Homme (IHD), les Conseils d'Administration et de Surveillance dans les prisons forcent les prisonniers à « regretter » et au moins 384 prisonniers ont vu leur libération reportée par la décision des Conseils d'Administration et de Surveillance entre 2021 et 2023.

12 mai : 4 personnes ont été arrêtées à un point de contrôle des véhicules dans le district de Küçükçemece à Istanbul et ont été soumises à la violence physique des officiers de police.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

10 mai : Un journaliste turc qui vit actuellement en exil en Afrique du Sud a été victime de harcèlement et d'interventions physiques de la part de l'ambassade turque et de responsables de la sécurité alors qu'il couvrait un événement sur la Palestine dans la ville sud-africaine de Johannesburg vendredi.

DROITS DES FEMMES

7 mai : 57 femmes ont été assassinées par des hommes en Turquie en mars et avril, et 34 autres sont mortes dans des circonstances suspectes.